

marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

CEA Le Ripault (37)
Centre CEA Le Ripault,
DSAT/SG/BACO
BP 16
37260 Monts

AVIS DE MARCHÉ**FOURNITURES**

Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire

Section 1 - Acheteur**1.1 Acheteur**

Nom officiel : CEA Le Ripault (37).
Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public
Activité du pouvoir adjudicateur: Éducation

Section 2 - Procédure**2.1 Procédure**

Titre: Fourniture d'un centre d'usinage polyvalent.
Description: Le CEA cherche à acquérir un centre d'usinage polyvalent.
Identifiant interne: B25-04528.
Type de Procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation.
Procédure accélérée: OUI.
Procédure accélérée Justification: Cette procédure n'est pas accélérée..
Principales caractéristiques de la procédure: Procédure avec négociation.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: fournitures.
Nomenclature principale (cpv): 42612000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale: Place Raoul Dautry. BP 16.
Ville: Monts.
Code postal: 37260.
Code NUTS: FRB04.
Pays: France.

2.1.3 Valeur**2.1.4 Informations générales**

Informations complémentaires de la procédure: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique, livre 1er. S'agissant d'une procédure avec négociation, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. Seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre. 1/ ELEMENTS DEMANDES AU TITRE DE LA CANDIDATURE : 1.1/ CAPACITE ADMINISTRATIVE : 1.1.1/ Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature: - "L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte – déclinaison en règles de sécurité informatique" dûment complété et signé, - le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent, - le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat>, - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente, - les attestations de régularité fiscales et sociales, - le bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES) des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement est obligatoire en vertu de la loi, 1.1.2/ En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit de cumuler les candidatures : en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire, en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. 1.1.3/ Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DAST est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. 1.1.4/ Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. 1.2/ CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres : - les caractéristiques de l'entreprise : forme juridique, effectif total, dimensions, activités, organigramme, - un extrait Kbis ou équivalent, - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant, - le chiffre d'affaires global et le CA concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, - lorsqu'il appartient à un groupe : une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe, - si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. La sous-traitance totale est interdite. 1.3/ CAPACITE TECHNIQUE ET/OU PROFESSIONNELLE : - une plaquette de présentation de l'entreprise décrivant précisément son organisation sur le plan technique et commercial, - un dossier de références de l'entreprise pour des prestations de services similaires au cours des 3 dernières années, - une description précise

des moyens humains et matériels pouvant être mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché, les certifications, attestations et agréments techniques en rapport avec l'objet du marché. 2/ FORMALISME POUR LA REMISE DE LA CANDIDATURE : 2.1/ La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. 2.2/ Les candidatures peuvent être remises par voie électronique et être déposées sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide"). 2.3/ La plateforme est dotée d'outils de signature et de chiffrement agréés. La signature électronique du dossier est recommandée. Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. 2.4/ Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue, les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis. 2.5/ Les candidatures peuvent être envoyées par voie postale ou par porteur avec la mention « B25-04528 + FOURNITURE D'UN CENTRE D'USINAGE POLYVALENT - NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante : « Place Raoul Dautry BP16 37260 Monts, à l'attention de M Léo CHESSERON. La candidature sera fournie en 2 exemplaire(s) (1 original et 1 copie) 3/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES : 3.1/ Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. 3.2/ Documents DR : certains documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021. 3.3/ Le présent avis, le règlement de la consultation et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marchespublics.gouv.fr>.

Base juridique : Directive 2009/81/EC

2.1.5 Conditions de passation des marchés

2.1.6 Motifs d'exclusion

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: B25-04528.

Titre: FOURNITURE D'UN CENTRE D'USINAGE POLYVALENT.

Description: Le CEA cherche à acquérir un centre d'usinage polyvalent..

5.1.1 Objectif

Type de marché: fournitures.

Classification CPV: 42612000.

Quantité: 1 H87.

Options : L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès de l'entrepreneur, comme décrit ici:

Cf. RC.

5.1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution: CEA Le Ripault. Terrain d'expérimentation du Ruchard. Les hautes Sévaudières.

Ville: AVON-LES-ROCHES.

Code Postal: 37220.

Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par année(s): 2.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 2.

Description: Cf. RC.

5.1.5 Valeur

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Type : Capacité économique et financière.

Description : Le candidat démontrera sa santé financière via ses bilans comptables des 3 dernières années..

Type : Capacité technique et professionnelle.

Nom : Références.

Description : Ce dossier doit contenir des références de réalisations similaires ou/et une démonstration de capacités techniques dans ces activités..

Type : Capacité économique et financière.

Nom : Dossier administratif.

Description : Ce dossier administratif doit contenir : - Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email), - « L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte –déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment complété et signé ; - Le formulaire DC1 dûment complété, - Le formulaire DC2 dûment complété. et si non fournis en 2025 : (si fournis en 2025, indiquer la référence de la consultation concernée) : - Les attestations de régularité fiscales et sociales. - Une déclaration du candidat attestant (procédure, interdiction ou règles d'effet équivalentes pour les candidats étrangers) : o qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle ; o qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner, au sens du code de la commande publique ; o que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail ; - Une attestation d'assurance en cours de validité. - La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire est en redressement judiciaire. - Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique. - La fiche individuelle de demande d'entrée (Annexe 2 du projet de marché) incluant : o Les noms, qualités et pièces d'identité des participants à la visite..

5.1.10 Critères d'attribution

5.1.11 Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint.

Protection des informations particulièrement sensibles

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Informations relatives aux délais de recours : Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées..

Une habilitation de sécurité est requise.

Description : Ce marché est un marché sensible au sens de l'article 5.3.2 de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300. Les candidats doivent impérativement fournir les documents relatifs à l'enquête administrative indiqués dans le présent avis de marché / dans le DCE..

Date limite de réception des demandes de participation : 03/10/2025 à 16:00.

Soumission électronique : Autorisée

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Variantes : Non autorisée

Conditions de présentation :

Conditions du marché :

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Aucune condition nécessaire.

Facturation électronique : Autorisée

Le paiement électronique sera utilisé.

Forme juridique qui doit être prise par un groupement de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit un groupement solidaire..

Arrangements financiers : Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, via le portail Chorus Pro de l'Etat (<https://choruspro.gouv.fr>), sous réserve de l'acceptation préalable par le CEA de la prestation. Les modalités relatives à l'avance sont précisées dans le DCE..

5.1.15 Techniques

Aucun

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal administratif d'Orléans

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

Informations relatives aux délais de recours : Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CEA Le Ripault (37)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CEA Le Ripault (37)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif d'Orléans

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CEA Le Ripault (37)

Organisation qui traite les offres : CEA Le Ripault (37)

Section 8 - Organisations

Organisation : CEA Le Ripault (37)

Nom officiel : CEA Le Ripault (37).

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 77568501900314.
Département : Indre-et-Loire.
Adresse postale : Place Raoul Dautry.
Adresse postale : Place Raoul Dautry. BP 16.
Ville : Monts.
Code postal : 37260.
Pays : France.
Point de contact: Léo CHESSERON.
Adresse électronique: leo.chesseron@cea.fr.
Téléphone: +33 247344388.
Télécopieur: +33 247345116.
Adresse internet: <https://www.marches-publics.gouv.fr>.
Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif d'Orléans
SIRET : 17450005800022
code postal : 45057
Pays : France
Tél : +33 238775900
Fax : +33 238538516
Mail : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Site(s) internet : <https://orleans.tribunal-administratif.fr/>
Taille de l'opérateur économique : Aucun

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :d23610ca-f481-4e91-b3f8-390f44ea2f1d
Type de formulaire: Mise en concurrence.
Type d'avis : Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire.
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.